Parcours de vie d'anciens responsables du MRJC des années 2000 :

Trajectoire(s) personnelle(s), contribution(s) sociale(s)

Synthèse de la recherche - Juin 2025

Thierry Bouchetal et Manon Pesle (coord.)

Sommaire

Glossaire /liste des acronymes p.3

Contexte et objectifs du projet p.4

L'éducation populaire rurale : quelques éléments de contextualisation p.5

Méthodologie de recherche p.7

Présentation de l'échantillon p.8

Transmission et liens familiaux p.9

La pédagogie du MRJC p.12

L'expérience du politique p.15

Se former tout au long de la vie p.18

Les territoires : s'ancrer et tisser son réseau p.21

Des parcours d'engagements (synthèse) p.24

Bibliographie p.26

Glossaire /liste des acronymes

ACE Action Catholique des Enfants

ADEAR Association pour le Développement de l'Emploi Agricole et Rural

AFEV Association de la Fondation Etudiante pour la Ville

BPREA Brevet Professionnel Responsable d'Entreprise Agricole

CMR Chrétiens en Monde Rural

CREFAD Centre de Recherche, d'Etude et de Formation à l'Animation et au Développement

CRESS Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire

CCFD Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement

CIVAM Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural

CUMA Coopérative d'Utilisation du Matériel Agricole

DESS Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées

DUT Diplôme Universitaire de Technologie

ECP (Laboratoire) Education, Cultures, Politiques

FCPE Fédération nationale des Conseils de Parents d'Elèves

IFMA Institut Français du Monde Associatif

JAC Jeunesse Agricole Catholique

MIJARC Mouvement International de la Jeunesse Agricole et Rurale Catholique

MFR Maisons Familiales Rurales

MRJC Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne

Contexte et objectifs du projet

Le MRJC (*Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne*), association d'Education populaire presque centenaire (créée en 1929 sous l'appellation JAC – *Jeunesse Agricole Catholique*) fait régulièrement le constat empirique que, génération après génération, ses (ex)responsables (souvent âgé.e.s de 18 à 30 ans), une fois leurs mandats terminés, poursuivent leurs engagements dans les sphères sociales, professionnelles et politiques, où elles et ils s'impliquent fortement.
A la suite des festivités liées aux 90 ans du mouvement (2019) et en relation avec la constitution d'un réseau d'« *anciens, amis et alliés* », des velléités de recherche ont émergé pour fonder et documenter cette caractéristique notable d'une association de jeunesse reconnue comme une « école de la citoyenneté et de l'engagement ».

Aussi, après s'être rapprochée du laboratoire *Education, Cultures, Politiques* (Universités Lyon 2- St Etienne), qui a entre autres comme objets d'analyse « *la professionnalité, l'activité et les parcours des acteurs de l'éducation et de la formation* », un projet de recherche participative (voir méthodologie ci-après) a été élaboré afin de comprendre ce que produit (et comment) le MRJC en termes d'engagement, notamment sur les territoires ruraux.

Une hypothèse a été formulée : les personnes ayant participé aux activités du MRJC ont éprouvé une formation politique et stratégique au travers de pratiques variées et de micro-projets à visée de transformation sociale. Cette formation consiste moins en une méthode théorique qu'en un parcours d'engagement, dans un cadre d'éducation populaire, permettant d'imaginer, de débattre et d'expérimenter de nouveaux modes de vie, de participation, de production et de consommation en y associant au mieux la population locale rurale.

Cette recherche a été retenue (10 lauréats pour 60 candidatures) par l'IFMA (*Institut Français du Monde Associatif*) en 2024 dans le cadre d'un appel à projets intitulé « *Quelle contribution du fait associatif aux territoires ?* »

Equipe de recherche :

Thierry Bouchetal et Manon Pesle, enseignants-chercheurs en sciences de l'éducation et de la formation, laboratoire Education Cultures Politiques, Université Lyon 2 – Université St- Etienne

Membres du MRJC : Jade Bernard Grignola, Lucile Bertaud, Lucie Bozonnet, Clotilde Garnier, Simon Guerin-Sanz, Etienne Martin, Lucie Martin, Valentin Parage, Albane Penninck, William Petitpas, Manon Rousselot-Pailley, Nelly Vallance

L'éducation populaire rurale : quelques éléments de contextualisation

La recherche s'appuie sur l'analyse des parcours, des pratiques individuelles et collectives du MRJC, notamment de celles et ceux qui ont été responsables au niveau national au début des années 2000. A l'aune de cette décennie, le MRJC n'est déjà plus un mouvement de masse, comme l'a été la JAC. Les processus d'urbanisation, de déprise agricole, de déchristianisation, d'allongement de la scolarité obligatoire et de démocratisation des loisirs sont en marche depuis plusieurs années. Le mouvement reste cependant très structuré, par son organisation, ses méthodes d'éducation populaire et son maillage territorial rural. S'inscrivant dans des idées progressistes, il revendique des idéaux de transformation sociale, d'engagement pour une société plus juste et solidaire, avec le développement d'une ruralité plurielle et dynamique.

En France, la fin du XXème siècle et le début des années 2000 sont marqués par les avancées sociales du gouvernement de « la gauche plurielle », qui perd pourtant de peu les élections présidentielles en 2002 avec le choc de la présence de l'extrême-droite au second tour. On repère également le début d'une prise de conscience écologique dans certains milieux socio-économiques. Le MRJC est alors animé par les enjeux d'une agriculture plus durable, autour d'un commerce équitable, valorisant des pratiques quotidiennes de consommation de produits biologiques, d'auto-construction ou d'auto-réhabilitation. En rural, les métiers du développement local et de l'animation territoriale, de l'animation socioculturelle ou des nouvelles formes d'agricultures et d'alter-consommation progressent. Le récit de la ruralité par le MRJC s'inscrit dans ces transformations qu'il valorise, tentant de dépasser le regard misérabiliste sur les campagnes dont « *les idées et pratiques seraient forcément "enracinées", les groupes sociaux "en déclin" ou "en crise"* » (Mischi et Renahy, 2008, p. 9). Les responsables rencontré·es, qui ont tous et toutes bénéficié d'une ascension sociale et de réseaux denses, du fait en partie de leurs engagements au sein du MRJC, ne sont pas significatif·ves des territoires ruraux actuels, qui comptent une surreprésentation des classes populaires, et une faible densité de populations sur des territoires étendus (Bruneau *et al.*, 2022). La ruralité est donc plurielle, tant par les expériences, les parcours individuels et collectifs, que par les récits qui la structurent.

Les recherches récentes en sociologie rurale et de la jeunesse montrent que, du fait de spécificités géographiques, la sociabilisation des jeunes et des moins jeunes est marquée en milieu rural par l'interconnaissance (Amsellem-Mainguy, 2023 ; Coquard, 2022), qui renvoie à la notion de réseau. Celles et ceux qui sortent de l'invisibilité, comme les enquêté·es rencontré·es, profitent d'une reconnaissance sociale (Mischi et Renahy, 2008) (être identifié·e et bénéficier à ce titre de ressources sociales et symboliques) et d'un capital d'autochtonie (Renahy, 2010 ; Retière, 2003), qui fait « *d'être du coin* » une ressource sociale, culturelle et économique. Les recherches portent ainsi sur le rapport des jeunes et des moins jeunes à leur territoire, notamment l'ancrage, les effets sur la représentation de soi, les usages de l'espace et la définition des sociabilités rurales. Ces enquêtes à propos des jeunes ruraux montrent que ce qui conditionne « *leurs styles de vie, leurs goûts, leurs projections dans l'avenir, c'est avant tout une appartenance à une classe sociale donnée* » (Coquard et al., 2020, p. 14) et donc des caractéristiques démographiques, économiques et sociales (Lemêtre et Orange, 2016). Cette lecture sociologique est aussi valable pour les espaces urbains ou périurbains. Si la ruralité peut faire l'objet d'une analyse socio-économique, elle est aussi perçue comme un espace d'expériences, qu'elles soient individuelles ou collectives. A ce titre, les pratiques éducatives informelles, de l'animation ou plus largement de l'éducation populaire et qui œuvrent pour « *l'accès aux savoirs et à la culture du plus grand nombre* », considérant « *l'éducation de tous comme la condition de l'exercice de la citoyenneté et de la démocratie* » (Richez, 2010, p. 5-6), restent assez peu traitées par les travaux sur la ruralité (Bouchetal et Pesle, 2025).

En investiguant les parcours de vie des responsables du MRJC dans les années 2000, cette recherche documente un segment de l'éducation populaire et des mouvements de jeunesse. A partir d'un ancrage en sociologie ainsi qu'en sciences de l'éducation et de la formation, elle prolonge les recherches conduites par Becquet (2004) et par Cordellier (2016) sur l'engagement associatif, et poursuit autrement les analyses situées et militantes menées dans la fin des années 2000 par certain·es ancien·nes responsables du MRJC (Coly, 2011 ; Perdrix, 2008). La recherche porte aussi un regard sur l'éducation populaire, en enquêtant sur les récits de l'organisation et du fonctionnement associatif, des pratiques pédagogiques et des traces laissées dans les parcours individuels. Si elle s'inscrit dans les recherches sur l'éducation populaire (Besse et al., 2021 ; De Lescure et Lebon, 2016 ; Depoil, Groeninger et Vennin, 2025 ; Lebon, 2020 ; Pesle, 2025), elle propose une approche différente depuis le point de vue des cadres d'un mouvement, qui en ont été à la fois les publics, les animateur·ices et les penseur·ses. Elle fait référence ainsi à la sociologie de l'engagement associatif (Havard-Duclos et Nicourd, 2005 ; Hély et Simonet, 2016), permettant de mieux comprendre les expériences d'éducation populaire en milieu rural et la façon dont elles ont forgé des habitus (soit un partage de manières d'être et de se comporter), une vision du monde et une territorialité commune (Champollion, 2020) - c'est-à-dire une expérience symbolique et subjective du territoire. Pour des jeunes dont les parents étaient majoritairement issus de la paysannerie et de milieux socio-économiques modestes, leurs parcours sont d'autant plus intéressants qu'on présuppose que l'expérience socialisatrice du MRJC a été marquante et déterminante pour la suite de leur vie.

Méthodologie de recherche

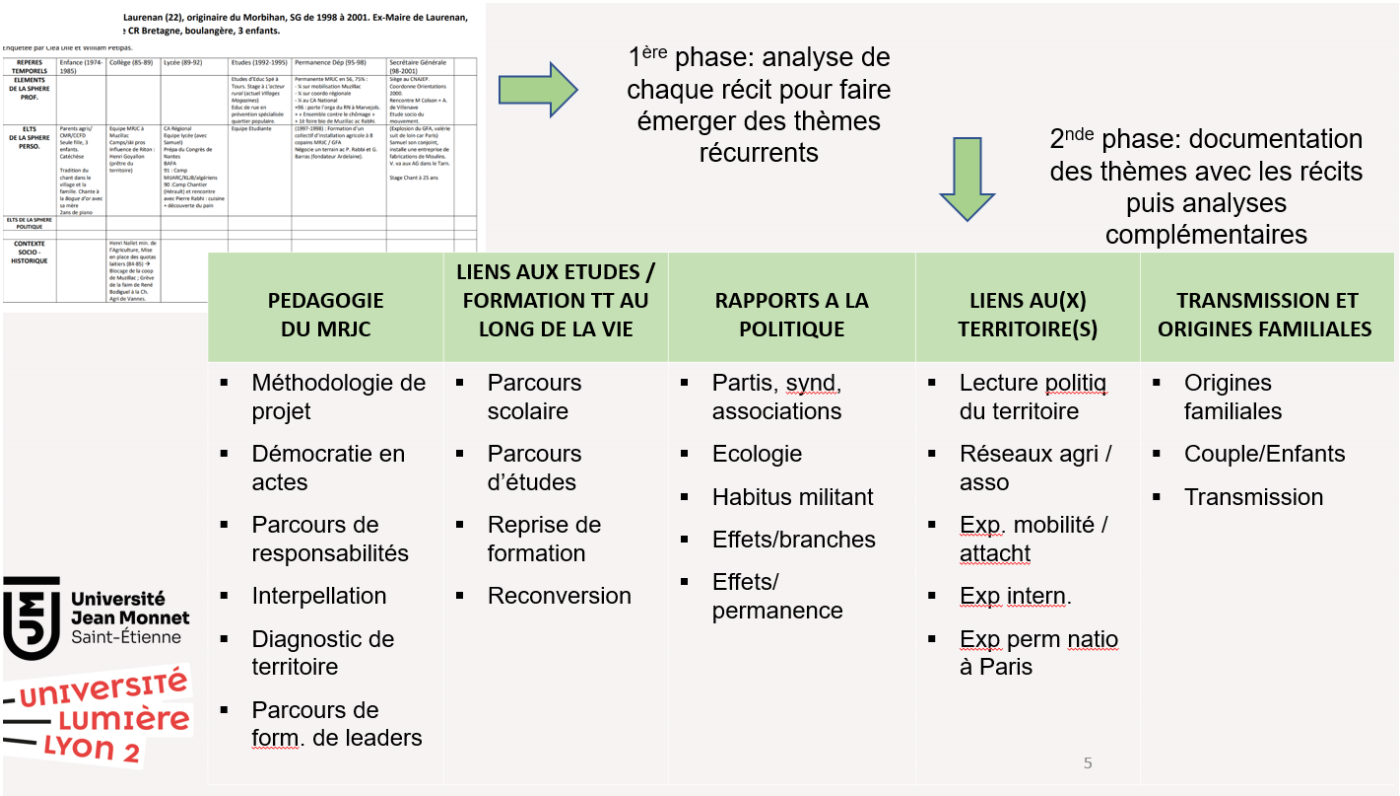
Afin de (re)constituer des trajectoires d'engagements (mêlant sphères personnelle, professionnelle et militante), l'équipe de recherche a opté pour enquêter sur une seule et même génération de responsables du MRJC national, permettant d'identifier suite à cette expérience commune, singularité(s) et caractéristiques partagées. Le choix de l'échelle nationale a été proposé afin de garantir une diversité d'origines régionales et un engagement préalable long dans le mouvement (puisque les responsables nationaux sont obligatoirement choisis parmi des militant.e.s de longue date ancré.e.s dans les territoires régionaux).

Aussi, pour permettre une prise de distance réflexive au regard du dernier mandat, tout en sollicitant des individus encore dans la vie professionnelle, la période retenue a été celle de 1999 à 2006, ce qui correspond au MRJC à une séquence du projet associatif décliné à partir d'orientations renouvelées tous les sept ans. Ce sont donc 58 personnes qui ont été en responsabilité durant cette période et 44 d'entre elles ont participé à la recherche (voir description de l'échantillon page suivante).

Prenant appui sur les démarches des recherches biographiques (Bouchetal, 2022) et celles des enquêtes collaboratives (Monceau, 2022 ; Desgagné, 1997), le recueil des récits de vie des membres de l'échantillon a été réalisé par une douzaine de militant.e.s actuel.le.s, formé.e.s par les chercheurs. Cette méthodologie donne à voir la manière dont chacun·e évoque sa façon de contribuer à la société.

L'analyse des données (plus de 800 pages) a été effectuée, par l'équipe de recherche, selon 2 phases : une analyse de la structure interne de chaque récit (phases de vie, transitions, épreuves/ressources, etc.) favorisant l'émergence de thèmes récurrents, puis une reprise thématique de l'ensemble du corpus pour préciser et illustrer les analyses.

Exemple du procédé d'analyse



Présentation de l'échantillon

Sur les 56 responsables nationaux du MRJC entre 1999 et 2006, 50 ont donné leur accord pour un entretien biographique, 44 ont pu être réalisés dans les temps impartis par l'agenda de la recherche.

Voici les principaux repères les caractérisant :

22 femmes et 22 hommes, de 42 à 53 ans (en 2024)

18 régions représentées sur les 22 existantes au moment du contexte étudié

1/3 ont un ou deux parents agriculteurs

1/4 ont un ou deux parents qui a été engagés au MRJC (ou à la JAC)

La quasi-totalité de l'échantillon vit en milieu rural aujourd'hui

2 couples sur 3 se sont constitués au cours de leurs engagements au MRJC

3/4 des familles ont 2 ou 3 enfants

1/2 ont une expérience internationale hors tourisme

Types d'activité professionnelles actuelles : *Développement local (12), Educatif (10), Agricole (7), Culture (3), …*

Principales structures :

- *Associations d'Education populaire* (Ligue de l'Enseignement, Centres sociaux, Crefad, Peuple et Culture, AFEV, …),
- *Structure politique* (conseil départemental, cabinet élu, …),
- *Organisations professionnelles* (CUMA, Fédération Agriculture Bio)
- *Structures de formation* (Education nationale, Université, MFR)
- *Exploitations agricoles* (viticulture, maraîchage, élevage/fromage)

3/4 fonction de direction/responsable (structure, service, équipe, exploitation agricole, commerce, etc.)

Types engagements récurrents (avec responsabilités) dans « l'après MRJC » :

- Associations animations locales
- Réseaux alter-consommation
- Activités de leurs enfants (sport, musique, éducation populaire)
- Elus locaux (maire, conseiller municipal, conseiller territorial, conseiller régional)
- Partis politiques (*Les Verts*, *Parti socialiste*)

Transmission et liens familiaux

Dans les récits, la question de la transmission de valeurs (en actes) - telles que *l'émancipation, l'engagement, l'éducation populaire, l'écologie, la coopération, le politique*, *le catholicisme social,* etc.- est prégnante et ce, dès l'évocation des origines familiales, en particulier quand les générations précédentes ont également participé à la vie du MRJC. Elle prend une nouvelle dimension lorsque des choix liés à la vie de couple ou à l'éducation des enfants émergent.

Les origines familiales

Issu.e.s de la ruralité pour la quasi-totalité (pour plus d'un tiers avec des parents agriculteurs), ces ancien.ne.s responsables restituent leur enfance et adolescence au sein de familles souvent engagées localement. Trois configurations, suscitant et/ou permettant l'engagement au MRJC, se dessinent :

> *Mes parents se sont connus au MRJC et il me semble qu'on en parlait très peu quand j'étais enfant. Il s'est trouvé qu'à un moment où je devais avoir 12-13 ans un prêtre est arrivé dans la paroisse du village, il connaissait le MRJC et a voulu développer le mouvement. Et donc, j'ai démarré comme ça, aussi simplement que ça. Ma sœur également*. […] *Mes parents étaient agriculteurs, très engagés à la Confédération Paysanne, mon père était très investi à la création de Travailleurs Paysans en Ardèche, donc on a eu une enfance où on allait aux manif', c'était à l'époque où il y avait des situations très tendues d'expropriation de foncier, je me souviens d'être petite et d'avoir été dans des marches, comme le Larzac mais en Ardèche, avec des flics qui te poursuivaient … et aussi des soirées à la maison où on pliait le journal des Travailleurs paysans, donc c'était très engagé, très impliqué*. (Florence)

En premier, une histoire familiale ancrée dans le MRJC (ou la JAC pour les plus anciens) puisque, pour un tiers d'entre eux, un de leurs parents (ou les deux) a milité dans le mouvement. Elles et ils témoignent alors d'une « *sorte d'évidence* » qui les a conduits à l'adolescence à rejoindre les activités du MRJC et à revendiquer une filiation avec les valeurs parentales jugées progressistes.

Deuxième profil avec le portrait de parents engagés en Eglise (au niveau paroissial) et/ou localement dans le secteur associatif (animation, service à la personne, etc.), voire municipal ; soulignant alors ces pratiques d'engagement comme inspirantes, même si parfois des divergences d'orientation politique existaient.

Enfin, à la marge, des familles peu ou pas engagées, rarement originaire du monde agricole, jugées plus « *traditionnelles* » (y compris dans leurs pratiques religieuses si elles existaient) et qui ont joué un rôle moins actif dans les choix d'engagement de leurs enfants. Ces derniers découvrent alors le MRJC plus tardivement par l'intermédiaire d'un.e ami.e, d'un séjour en camps ou d'une proposition sur leur lieu de vie étudiante (via les responsables du mouvement ou des prêtres relais).

> *Mes parents étaient boulangers-pâtissiers dans une petite commune rurale. Je les voyais régulièrement se retrouver en équipe CMR, c'était un lieu d'échanges, de rencontres. Mon père a été adjoint dans la commune, il a mis en place le club de basket. Il était aussi dans le syndicat des boulangers. Ma mère était investie à Familles Rurales. Des parents donc assez engagés, ça c'est clair. J'ai baigné là-dedans et moi-même j'ai fait de l'ACE. J'ai grandi et on m'a proposé d'animer une équipe. C'était la première fois qu'on me proposait une responsabilité.* […] *J'ai connu le MRJC un peu sur le tard. Comme les jeunes que j'animais en équipe ACE avaient l'âge de passer en équipe MRJC, ça m'a permis de rentrer dans les instances du MRJC*. (Anne)

S'engager… en couple… sur un territoire rural

Les parties des récits abordant les « *choix de vie* » de « *l'après responsabilité* » convergent vers une (re)installation en milieu rural, très souvent dans le territoire d'origine ou … celui du conjoint. Fait notable, cette période de la vie correspond pour les enquêtés en couple (la très grande majorité) à la mise en œuvre des « *idéaux* » et des projets cultivés au MRJC, qui désormais s'incarnent autour d'une vie de famille en construction.

On se marie en 2006 et on décide qu'à la fin de la permanence nationale de Caroline, en 2008, on ne va pas faire carrière à Paris, on fait le choix de vivre en rural et on revient dans mon département. […] *Notre couple, notre famille est un engagement aussi, donc tout est engagement. Fondamentalement, on vient de la même école avec le MRJC, on a vécu la même expérience, on a le même attachement viscéral à l'éducation populaire, je pense qu'on ne la voit pas exactement de la même manière mais on a cette expérience commune. Et puis on construit tout à deux : en ce moment Caro est très engagée au conseil municipal et puis dans une association de développement culturel dans le village. Ce qui explique que je le sois moins.* (Denis)

Je crois qu'on est plutôt attaché à notre Creuse même si c'est bien d'aller voir ailleurs pour pouvoir s'installer derrière sur son territoire. […] Il y avait aussi des possibilités par rapport au projet de Nelly et sa boutique de jeux, qui a pu se développer sur ce territoire-là. Et puis on se sent bien aussi avec notre vie dans notre village, on a pu mettre des choses en place au niveau animation, comité de village, etc. Je me suis aussi investi avec l'arrivée des enfants, avec leur scolarité. Je me suis un peu engagé au niveau des écoles en tant que représentant de parents d'élèves. Et puis petit à petit, j'ai pris des responsabilités au niveau de la FCPE Creuse où au départ j'étais au conseil d'administration. Aujourd'hui je suis trésorier. (Jérémie)

L'imbrication des sphères professionnelles et militantes avec la sphère personnelle et familiale est non seulement omniprésente, mais aussi revendiquée dans les discours comme source d'équilibre. Les moments plus difficiles ne sont pour autant pas minimisés : ils sont liés par exemple au « *sur-engagement* », à des désillusions locales ou bien encore à la concurrence des temporalités de vie (par exemple enfants en bas-âge *vs* prise de responsabilité professionnelle ou opportunité de mandat politique).

Quatre points récurrents dans les récits semblent caractériser la vie de couple en tant que cadre et vecteur d'investissement militant dans l'espace public :

- Le couple comme premier lieu de débats et de soutien mutuel dans les engagements sociopolitiques/socioprofessionnels
- Le couple comme entité permettant une alternance et/ou une complémentarité des engagements au regard des situations respectives de l'un et de l'autre
- L'arrivée des enfants (souvent 2 ou 3, constituant au final des familles relativement nombreuses) comme nouvelles occasions d'affirmation de valeurs et/ou d'interrogations sur des enjeux de transmission
- Le choix d'une habitation (individuelle ou partagée), son implantation et sa construction/rénovation comme concrétisation de valeurs écologiques, coopératives et d'hospitalité (permettant par des accueils réciproques aux membres du réseau MRJC de continuer à se rencontrer)

(Que et comment) Transmettre à ses enfants …

La temporalité de cette recherche correspond assez régulièrement à l'adolescence des enfants des enquêtés, ce qui semble inciter ces derniers (presqu'en miroir de leur propre jeunesse) à témoigner de leurs convictions et interrogations quant à l'éducation donnée, en particulier autour de « *l'engagement dans le monde* ». Lorsque c'est possible un parcours en lien avec le MRJC est proposé, mais pas seulement, car le contexte et les modalités d'engagement ont aussi changé pour cette nouvelle génération.

Au fil des propos, il est possible de repérer quelques traits d'une éducation pour ses enfants qui se veut (un peu) différente, au regard de son propre vécu et au regard des nouveaux enjeux sociaux. Ainsi, par exemple, une grande place est accordée aux débats et à une « *lecture politique du monde* » (y compris aux enjeux de la transition écologique), à un accompagnement plus efficient à l'orientation scolaire et professionnelle, à des choix et activités culturelles plus diversifiées.

> *Au village il y a un animateur du centre de loisirs qui a proposé aux gamins de créer une Junior Association pour animer le territoire. Par rapport au MRJC la pédagogie est différente, il y a plein de choses différentes, mais en tout cas ça participe au truc de permettre aux enfants d'être acteur, d'être en responsabilité, de faire par eux-mêmes et de se rendre compte que c'est possible, que c'est du plaisir et que ça transforme des choses, que ça transforme notamment le regard les adultes sur les jeunes.* […] *Ce que je raconte à mes enfants c'est quoi « être dans le monde », « faire partie du monde » à différentes échelles, à la fois au collège, à la fac et à la fois dans le village où on habite et dans la région Auvergne Rhône-Alpes. Je vois bien que mes enfants sont très politisés, ils ont une lecture politique du monde et pour moi jusque-là c'est les traces du MRJC … eux ils vont le vivre autrement et c'est très bien aussi, je trouve ça chouette !* (Céline)

Proposer le MRJC à ses enfants apparait comme une préoccupation importante qui se heurte à une présence actuelle moindre du mouvement sur l'ensemble des territoires ruraux. Quand c'est possible et au regard des activités contemporaines du mouvement, cela se traduit d'abord par la « *vie de camps* » – sa préparation et « *son retour* », quelques fois par l'accompagnement d'équipe. Quand le MRJC n'est plus présent à proximité, d'autres formes de socialisation comme le scoutisme, le sport ou l'animation sont mises en avant. Certains font aussi l'expérience du désintérêt de leur(s) enfant(s) pour le projet et les activités du MRJC, les laissant entre pointe de déception et confiance dans le libre-arbitre de leur progéniture.

C'est enfin l'occasion d'interroger la pérennité du mouvement dans un contexte de moins en moins favorable (divergences avec l'Eglise institutionnelle, baisse des financements publics), faisant également le constat de nouvelles formes de mobilisation citoyenne chez les jeunes.

> *Ce truc de se tenir à des idéaux, c'était présent dans ma famille, mais ça s'est vraiment révélé, pas dans ma scolarité, mais dans mon parcours au mouvement. Il y avait déjà une conscience au niveau de mes parents. Pas de mes grands-parents. Mes parents se sont extraits de leur condition. Mes grands-parents étaient petits agriculteurs ou artisans, assez conservateurs. Mes parents, par leur découverte du mouvement, sont devenus autre chose que ça. C'est ma mère qui m'a ouvert les portes du mouvement et qui m'a permis de vivre sans doute ce qu'elle avait vécu. La prise de conscience, se construire avec les autres, avoir accès à des réflexions, des pensées politiques.* […] *Mes enfants ont 16, 13 et 10 ans. Ils sont en camp MRJC pour les deux plus grands… Oui, c'est important pour moi que ça puisse exister pour eux, qu'ils puissent faire l'expérience du collectif. De faire attention aux autres, d'être attentifs. Mais quand je parle des autres, ce n'est pas simplement les gens, c'est aussi l'environnement dans lequel on vit, le changement climatique ...* (Nathalie)

La pédagogie du MRJC

En tant que mouvement de jeunesse et d'éducation populaire (dont les responsables à tous les niveaux de l'association ont moins de trente ans), le MRJC déploie une pédagogie particulière et exigeante avec des méthodes pensées autour du « *voir, juger, agir* », faisant dialoguer dynamiques collectives et prises de responsabilité de chacun·e. En proposant des parcours de mandats et d'engagements, le MRJC conduit les jeunes ruraux à faire l'expérience d'une démocratie en actes. Il forme une « *élite* » (tout du moins des individus venant pour la plupart de milieux sociaux moyens ou populaires) qui, dans la suite de leur trajectoire, développeront des engagements liés à des fonctions, rôles et postes de responsabilité.

Une méthodologie pensée

La pédagogie du MRJC s'appuie d'abord sur des expériences collectives : les récits reconstruisent les premiers rassemblements de jeunes (du local au national), qui sont souvent des souvenirs forts de l'engagement militant. Pour certain·es, ces rassemblements sont « *une nourriture* », où l'on éprouve la « *force du collectif* », mais aussi l'ancrage en soi du souci de l'autre et des autres. Cela passe donc par des moments conviviaux vécus entre jeunes, où le militantisme, l'engagement et les festivités se rejoignent.

L'apprentissage de l'engagement est pensé au MRJC par une méthodologie particulière. L'interpellation en est un élément central comme le montrent les récits. On retrouve à cet endroit une dimension chrétienne où la personne envisagée pour assumer un mandat est « *interpellée* » par le collectif en posture de responsabilité (les administrateur·ices). Cette interpellation est synonyme de confiance accordée par le groupe, puis d'accompagnement une fois la proposition acceptée. La personne ainsi cooptée doit faire la preuve de son choix par une réponse rédigée et argumentée à sa lettre d'interpellation. Il se joue ici une forme d'élection sans électeur·ices, où les personnes interpellées peuvent être très surprises, et celles qui ne le sont pas, fortement déçues de ne pas être choisies. Certains récits soulignent en effet que le fait de rejoindre le conseil d'administration ou le bureau permet d'être réellement entendu·e et de participer pleinement aux prises de décision, dans un fonctionnement relativement pyramidal. L'interpellation rappelle également le personnalisme d'E. Mounier, héritage régulièrement invoqué dans le mouvement, qui valorise « *l'attachement à la personne dans le collectif* » et le fait de prendre sa place et ses responsabilités.

*J'ai passé beaucoup de temps à lire les documentations du MRJC. Et ça a été un facteur pour me faire rentrer dans le mouvement, il y a quelqu'un qui m'a filé le rapport d'orientation du MRJC. J'ai lu un truc et je me suis dit wouah, j'avais 18, 19 ans. En fait, c'était les orientations à l'époque de 1993-98 et dedans il y a marqué que le MRJC se situe à a croisée de l'écologie politique et du socialisme autogestionnaire. Et là, je me suis dit wouah. Ça m'avait retourné le cerveau. Je m'étais dit ouais, ok, le socialisme c'était certes à l'époque, mais c'est quoi ce truc ? L'écologie politique, je voyais à peu près, mais c'était des mots qui n'étaient pas du tout du courant à l'époque. De base, j'avais une envie politique, pas de structuration. Et dès qu'on utilisait des mots politiques comme ça dans un rapport d'orientation moi, ça me parlait. J'ai découvert que le MRJC était un mouvement politique, c'est ça qui m'a accroché. (*Agnès)

Un ensemble d'autres outils sont mis en place. Les camps permettent d'allier des dimensions éducatives (s'organiser pour la vie quotidienne), formatives (apprendre de différentes manières sur un sujet) et ludiques (partager des jeux, des chants, etc.). Le diagnostic de territoire (par exemple sur la place des jeunes en rural), les stages de recherche, les formations de permanent·es (par exemple du type « *Comprendre son pays pour agir* »), les rapports d'orientation et la méthodologie de projets sont autant d'outils mobilisés. Les sujets abordés sont politiques, géo-politiques, culturels, sociaux, économiques. Pour un certain nombre de responsables, ils permettent de se cultiver et de se décaler du milieu familial.

> *On le voit quand on arrive dans le milieu professionnel et qu'on voit des réunions qui des fois se tiennent, on hallucine quand on arrive du MRJC. Parce qu'on a une façon de faire qui n'est pas innée, de savoir coordonner, animer des équipes. Aujourd'hui, j'ai eu un certain nombre de prises de responsabilité professionnelle où j'ai eu à animer des équipes. Et là, il y a des méthodes que je réutilise aujourd'hui, tout simplement pour respecter chacun dans son individualité, mais au service du collectif.* (Guillaume)

La dynamique de projets passe par la compréhension des situations avant d'agir où chacun doit avoir sa place dans le collectif.

L'animation des équipes et du collectif est particulièrement développée : elle consiste en un souci permanent de l'autre, un esprit de synthèse et une capacité à mobiliser des outils au service du collectif. Ces outils sont assimilés et sont mobilisés plus tard dans les champs professionnels, militants, associatifs et deviennent une méthodologie intégrée.

Apprendre la démocratie en actes

Apprendre la démocratie associative passe d'abord par apprendre l'analyse, « *à la structurer et l'argumenter* ». La prise de parole devant des collectifs (des assemblées de paroissien·nes, d'élu·es, d'habitant·es et d'autres jeunes du mouvement) est valorisée dès les premiers engagements. Les adolescent·es d'alors racontent combien être écouté·es et pouvoir exprimer des désaccords était valorisant et formatif. Cette prise de parole s'apprend, d'abord en réunion lorsqu'il faut donner un avis argumenté, mais aussi par une prise de conscience du parcours, avec des outils de « relecture », éclairée parfois par des textes religieux ou par des témoignages.

> *Il y a un autre élément aussi qui m'a marquée, je n'étais pas encore permanente, c'était en 1999. C'était l'AG nationale avant que je sois permanente. Où Pierre me dit « Ecoute, j'ai eu un appel de Ludovic à Paris. Il voudrait que pendant l'Assemblée générale quelqu'un témoigne de son parcours d'éducation populaire. » Et il me dit « C'est toi qui vas le faire ! » Je dis, « Attends, attends, je ne comprends pas. Je ne comprends pas ce que tu me dis ». En fait, le terme éducation populaire, je ne l'avais jamais entendu. Et je disais, « Franchement, je ne vois pas du tout... ce que je peux dire par rapport à ça ». Alors, il m'a dit, « Attends, on va appeler Ludovic ». Donc, Ludovic m'avait expliqué, en fait, c'est dans ton parcours, comment tu relis ton parcours et qu'est-ce qui fait que tu en es là aujourd'hui et comment les choses, elles se sont mises en place. Et je pense que c'est à ce moment-là, non seulement que j'ai compris l'éducation populaire, mais que j'ai compris qu'au MRJC, les choses étaient très construites. Il y avait tout un process, la vie d'équipe, la responsabilisation, le fait d'être appelé pour aller dans une commission, le fait de faire confiance aux jeunes. Tous ces processus, finalement, c'était bien pensé. J'ai compris qu'il y avait un vrai parcours, j'ai compris la notion de parcours au mouvement.* (Marie-Pierre)

Quelques-uns reviennent sur leur prise de mandat national où l'apprentissage de la parole publique est difficile et recadré par les plus ancien·nes (parfois de manière très concrète à l'aide d'exercices filmés et commentés). Certains récits évoquent aussi des techniques de répartition de la parole et d'écoute. Apprendre la démocratie signifie ainsi la vivre : il faut apprendre à faire avec les désaccords et les conflits qui s'expriment au sein des collectifs constitués d'individus avec des personnalités plus ou moins fortes. En somme, dans des cadres sécurisés, s'imposer à l'oral, argumenter, prendre la parole publiquement et faire sa place.

*S'il faut animer une formation, avec le MRJC, on a la base… je ne sais pas ce qu'il en est aujourd'hui. Mais quand je vais dans des interventions extérieures, on a appris à un moment, à chaque réunion où tu vas, tu prends la parole. A un moment donné, il faut qu'il y ait une prise de parole. C'est dur, des fois tu ne sais pas trop quoi dire, des fois ce n'est pas très... mais pour défendre qui tu représentes, tu te fais repérer, tu apportes des éléments constructifs souvent... Ça c'est des trucs que tous les gens qui ont passé un peu de temps au MRJC, qui ont été permanents même, on a un bagage. On les retrouve, on est habité par ces choses, on est à l'aise aussi, dans les actions collectives. (*Ludovic)

On retrouve ici un trait constitutif de l'éducation populaire qui est l'apprentissage par l'expérience. Le MRJC est « une formation politique dans l'organisation » : la structuration du mouvement où chaque section régionale vote et peut bloquer le processus de décision (par exemple lors d'un vote de budget), conduit à devoir faire avec des oppositions assumées et implique la mise en place de débats en amont, voire de médiation. Si les assemblées générales sont parfois des souvenirs laborieux, elles sont par ailleurs ponctuées de temps de célébration (des chants, des réflexions sur la base de textes philosophiques ou religieux) où l'on retrouve le fondement chrétien fait « *de vrais moments de communion* ». La démocratie s'exerce également par le fait de représenter et défendre le mouvement devant les institutions publiques ou religieuses, qui financent en grande partie l'association. Il faut ainsi savoir se positionner dans différentes instances, et cela s'apprend.

Et ça en fait, c'est des trucs, tu te dis que tu es une petite jeune femme... À l'époque, j'avais 25 ans. Tu te retrouves face à un parterre d'évêques où tu en as un tiers qui est vraiment hostile. Et puis, tu défends ton truc. Et là, en fait, ça, c'est hyper formateur. Donc, c'est un peu toutes ces expériences-là quand même qui fait que t'as appris à défendre ta cause. (Caroline)

Devenir un leader

La formation du MRJC se vit au travers d'un parcours de responsabilités locales, régionales, nationales, voire européennes au sein des instances du mouvement. Plusieurs récits évoquent la permanence nationale comme une expérience exigeante, avec une pression au travail et parfois des formes de solitude ressenties. Cela conduit à développer des ambitions (« *aller au bout* ») et à revendiquer une culture de l'engagement très forte, « *parfois sacrificielle* », où l'on ne compte pas son temps ni sa rémunération. Les récits évoquent un apprentissage de la fonction parfois rude où il fallait « *encaisser* », « *s'en prendre plein la gueule* », supporter les responsabilités (parfois les subir pour certain·es) et s'exposer. Pour les jeunes responsables d'alors, les difficultés semblent se mêler à une stimulation intellectuelle inédite (parfois décrite comme « grisante ») et à une solidarité forte du collectif.

Il y avait beaucoup d'exigences. Il y a eu des gens blessés aussi par le MRJC. Beaucoup ? Il y en a eu, en tout cas. Il y a eu de la souffrance. Le mouvement, il nous apporte beaucoup et dans les rapports humains, des fois, ce n'est pas simple. On est confronté à une charge de travail, on peut être confronté aussi à la solitude, ça c'est des choses que je peux dire aussi. Et c'est quelque chose, avant que j'entre même en permanence, c'est un prêtre dans la Sarthe qui m'avait dit ça, qu'on était un mouvement élitiste. Et puis même, on l'a presque revendiqué aussi, c'est un mouvement d'élite, dans les premières analyses socio du mouvement. Et bien, quand on sort une élite, ça ne se fait pas sans un peu de casse, je dirais aussi. Ce n'est peut-être plus le cas aujourd'hui, c'est peut-être moins le cas aujourd'hui. Mais je me souviens, ce prêtre qui m'avait dit ça… Il faut une capacité à penser. (Anne-Claude)

L’expérience du politique

Les récits évoquent pour la plupart l'engagement au sein du MRJC comme une expérience du politique. La notion de « politique » renvoie à différentes dimensions, que l'on se réfère à la politique partisane, à une proximité avec les institutions politiques, aux compétences politiques (de représentation, d'argumentation, de prise de responsabilité), mais aussi dans un sens plus anthropologique, comme une capacité à inscrire son expérience dans des enjeux sociétaux et à développer une vision globale. Cette expérience du politique s'acquiert d'abord par la responsabilité locale (en tant que permanent·e ou administrateur·ice), et s'affirme par la suite des parcours par une conscientisation d'un engagement militant, qui se concrétise par des engagements partisans, associatifs ou professionnels.

Des premières expériences de responsabilité politique à l'habitus militant

La responsabilité locale apparaît dans les récits comme le premier « moment » d'un parcours d'engagement. Le parcours « classique » de prise de responsabilité débute par une responsabilité locale, départementale ou régionale pour ensuite s'investir dans le conseil d'administration, l'équipe ou le bureau national. La responsabilité locale permet l'apprentissage de la vie politique in situ, et conduit les jeunes responsables d'alors à mieux comprendre le rôle et les organisations des institutions publiques, à contacter les représentant·es politiques et institutionnels locaux, à apprendre à dialoguer avec elles et eux. C'est également une période où ils et elles s'acculturent aux codes politiques et institutionnels.

> *Je me rappelle de réunions où je rentre en pleurant. Tu vois, conflit de loyauté. Avec mes parents qui étaient des gens bien, j'aimais bien mes parents moi, qui tenaient un discours comme ci, comme ça, de droite populaire. Et puis de l'autre côté, des gens que j'appréciais, où je m'épanouissais, des trucs complètement différents, je trouvais qu'ils étaient mieux quand même. (…) Donc forcément, une conscience politique qui se met en place, qui arrive tout doucement, tout doucement, à la fois par le MRJC et les trucs qu'il pouvait programmer, et aussi par la rencontre avec des gens différents.* (Frédéric)

Les récits laissent entendre qu'une méthodologie collective, ancrée sur des territoires (que l'on retrouvera dans le chapitre sur la pédagogie du MRJC) conduit à l'apprentissage de la prise de responsabilité, de la prise d'initiative, l'élaboration de stratégies, la rencontre avec des personnes, des collectifs et des sujets de société qui au final forment « le goût de la responsabilité ». On repère alors dans les récits une socialisation au politique, acquise au fil des mandats et des expériences et qui constitue finalement une manière d'être, de se comporter. Une conscience et une sensibilité politique se met en place, parfois éloignée de celle présente dans le cercle familial.

> *En fait, déjà le MRJC, c'est un terreau pour un engagement politique. Parce que dès tout petit, on apprend à faire l'action collective, à se décentrer, à réfléchir non pas à notre propre nombril uniquement, mais à l'action à plusieurs, au fait que peut être penser différemment… et puis à l'engagement tout simplement, de se dire qu'il y a des problématiques qui nécessitent qu'on s'engage et qu'on agisse et qu'on ne peut pas rester uniquement à regarder nos propres préoccupations individuelles. Donc c'est vraiment un terreau qui forme à l'action politique, quelle qu'elle soit, à l'engagement.* (Guillaume)

En fait, la formation politique du MRJC, c'est énorme. Je pense qu'après... Tu le traduits un peu comme tu veux par rapport à tes propres idées. Moi, ça me semblait cohérent de rejoindre plutôt le parti écologiste. Je sais qu'à une époque, il y avait une grande mouvance. Il y avait plein de gens dans l'équipe nationale qui étaient encartés chez les socialistes. Peut-être qu'il y a des moments où il y a des courants qui sont moins forts, en tout cas. Moi, ça me semblait cohérent de rejoindre ça et je crois que ce qui portait fort, c'était et le respect de la jeunesse et de l'éducation populaire, et cette transformation sociale qui a été moteur. Et je l'ai dit plusieurs fois à certaines personnes, moi, au final, je ne sais pas comment dire, à la base, je ne viens pas de l'écologie, je viens d'une approche de la transformation sociale. Et oui, aujourd'hui, peut-être, elle est beaucoup plus teintée par ces questions-là et par les enjeux écologiques, parce que j'ai travaillé sur ce sujet-là, parce que j'ai vu ce qu'on était en capacité de faire dans les institutions, ou de ne pas faire. (Germain)

Cette conscience politique et ces postures militantes qui font appel au collectif et au territoire seront ensuite réinvesties dans les différents cercles professionnels, associatifs, partisans, après la responsabilité au MRJC. L'expérience du politique vécue au MRJC semble laisser son empreinte sur la durée des parcours.

Des engagements partisans socialistes et écologistes

On repère dans certains parcours un apprentissage et une entrée dans la vie politique, en parallèle du MRJC ou après la responsabilité nationale. Certain·es s'engagent dans la politique locale et soulignent la logique « penser global et agir local ». Assimilée pendant leur engagement au MRJC, cette logique rejoint la méthodologie du MRJC, valorisant les identités et les échelons territoriaux (« pays », cantons, départements, régions). Le MRJC apprend à « *ne pas rester les bras croisés* », et pour certain·es cela signifie aussi s'engager dans des partis, pour la majorité socialistes (Parti Socialiste) et écologistes (Europe Ecologie Les Verts).

Ces engagements se concrétisent par des mandats municipaux, départementaux ou régionaux, mais certain·es

J'ai vraiment considéré que ma militance au MRJC m'a permis de développer un esprit critique, un regard sur le rôle du politique, sur notre quotidien, sur les décisions, tout ça, sur comment, à un moment donné, tu construis des politiques qui visent justement aussi à construire quelque chose pour la société. Comme moi, j'ai fini ma permanence MRJC à 30 ans, j'étais au bout de mon engagement militant. Et pour moi, c'était la suite logique, en fait. De dire, j'ai eu un parcours militant qui m'a permis de voir l'impact du politique et le rôle du politique dans la société, maintenant, hop, je poursuis là. À ce moment-là, quand j'ai choisi de poursuivre en adhérant à Europe Écologie, je ne me disais pas « j'y vais pour être élue ». Ce n'était pas du tout la réflexion, mais c'était vraiment pour me dire « les partis politiques, c'est important dans notre société ». Et y être, continuer à penser la société à partir de cet espace-là aussi, et d'un espace qui vise de la prise de responsabilité. Pour influer sur les décisions, c'est un espace hyper important et donc c'est un espace dans lequel moi j'ai envie de m'alimenter mais j'ai aussi envie de contribuer dans cet espace-là. Peu importe la place. Donc c'était ça. Et puis pourquoi j'ai choisi les Verts ? Parce que pour moi c'était assez évident, j'avais déjà toujours voté écolo parce que je trouvais que les réflexions qu'on avait, qu'on échangeait au MRJC m'ont plutôt conforté dans ce choix-là, dans à la fois effectivement un regard sur le faire société avec la singularité des personnes qui composent la société, mais quand même avec une place forte à l'idée de société, à la place aussi de la considération de la terre, du vivant, etc. (Cécile)

ancien·nes responsables sont aussi sollicité·es comme directeur·ices de cabinet ou comme charg·ées de campagne ou deviennent fonctionnaires territoriaux. Ces expériences, souvent racontées avec un grand enthousiasme, sont directement liées dans les récits à l'apprentissage et aux compétences, acquises au MRJC, à lire les clivages politiques, à côtoyer des acteurs politiques locaux et nationaux, tout en s'ancrant dans un territoire local.

Je travaille depuis vingt ans dans la fonction publique territoriale, dans les communes. Donc je pense aussi que ce sens de l'intérêt général et du service public j'ai peut-être pu aussi l'acquérir dans ma permanence du MRJC. Je ne me voyais plus après partir dans… au départ je m'étais dit « oh tiens ce serait bien de travailler pour un département, une région » et au final ça fait des années que je me dis, et d'autant plus après le COVID, que non moi ma place elle est vraiment sur un territoire, sur une commune, au plus près de la population, pour entendre leurs revendications, leurs questionnements, leur apporter des réponses rapidement, facilement. (Peggy)

Quelques-uns ont toutefois souligné leur dégoût de la politique partisane suite à leur expérience nationale et d'autres ont développé un regard très critique à l'égard des partis, considérant parfois « *les partis [comme] des usines à élus* ». Ils et elles soulignent une lecture assez traditionnelle de la politique partisane, en décriant les jeux de pouvoirs ou la logique d'appareil.

Des engagements associatifs

Les engagements associatifs repérés dans les parcours sont liés à un engagement local, mais aussi au fait de contribuer aux politiques publiques nationales et à une lecture plus globale des enjeux de société. Cet engagement associatif est vécu comme une manière de faire de la politique, tout en ayant une liberté d'initiatives et d'action. Ces engagements sont divers : pour certain·es, ils et elles sont bénévoles et se concrétisent au sein du club de foot local, pour d'autres dans des cafés associatifs ou des tiers-lieux, dans des associations de lecture et d'écriture, de parents d'élèves comme la FCPE.

Je pense que j'ai coupé aussi pas mal avec les engagements car soit je déprime complet avec le contexte dans lequel on est. Je crois que j'ai eu toute une phase où y a plus grand chose qui pouvait me donner espoir sur le fait qu'il y ait des choses possibles. Je crois que j'en ai encore peu. Je suis plutôt très défaitiste. On s'est mobilisés pour les retraites, on s'était mobilisés pour les OGM, j'avais participé aux arrachages d'OGM, ça avait fonctionné à l'époque, mais ça revient par la petite porte en ce moment. Le glyphosate, l'Europe elle revote... Y a quand même peu de signaux positifs qui te disent "en fait nos engagements valent le coup, servent à quelque chose". Sur ma vie actuelle, bah le club de foot, d'être présent auprès des gens, de savoir que les gens savent de quel bord politique on est. Anne était au conseil municipal, les gens savaient qu'on était écolos... J'ai l'impression que d'être installé de manière diffuse avec les gens, d'être avec les gens, d'être là dans les repas du 14 juillet, dans les festivités, au club de foot, je ne sais pas, j'ai l'impression de vivre ça quotidiennement avec les gens. (Baptiste)

L'engagement exprimé répond dans tous les cas à un besoin d'être ancré dans des actions concrètes et locales tout en développant des réflexions pour « *concilier l'action et la prise de recul* ». Pour d'autres, en tant que professionnels du secteur associatif, cela constitue un choix réfléchi. L'un des anciens responsables souligne ainsi combien le MRJC a permis des choix de vie qui « *font sens* », avec des métiers et des emplois « *en cohérence avec soi-même* ».

Se former tout au long de la vie

Les parcours de vie évoqués lors des récits témoignent d'interférences régulières entre le parcours scolaire initial, les choix de formation professionnelle et l'engagement dans le mouvement. Parfois en concurrence, souvent articulés dans une recherche de cohérence, les différentes éducations éprouvées au niveau individuel témoignent aussi, sur ces points, des contextes sociopolitiques traversés par cette génération.

Trois dynamiques plus ou moins consécutives sont repérées : la scolarité initiale questionnée par les apprentissages construits au MRJC ; la reprise de formation professionnelle avec l'empreinte de la permanence ; la formation tout au long de la vie en lien avec le territoire et les engagements. En filigrane se posent les questions du choix des métiers et la place accordée au travail.

Le parcours scolaire questionné par l'engagement au MRJC

Ayant grandi en milieu rural, ces anciens responsables du MRJC ont souvent été scolarisés dans des petites structures de proximité avant de s'éloigner vers la ville pour le secondaire (internat), voire le supérieur. A la différence de leurs parents généralement contraints à des études courtes, cette génération bénéficie du soutien familial pour poursuivre le plus longtemps possible leur scolarité (enjeux d'élévation sociale) même si elle concède avoir été peu accompagnée lors des choix d'orientation (par manque de connaissances de leur entourage). A la lecture des récits, deux profils se dégagent : une majorité de « bons élèves » qui correspondent aux attendus scolaires (« timides » mais « appliqués ») et quelques autres plus en rejet de la forme scolaire traditionnelle. Ils ont finalement en commun, constatent-ils avec le recul, de ne pas (toujours) avoir trouvé du sens aux cours.

> *Si j'en suis là aujourd'hui, c'est parce que le MRJC c'était un peu une deuxième école. T'avais l'école où on apprenait des choses pour le scolaire et puis le MRJC où vraiment moi j'ai appris à m'intéresser, à être citoyen, à m'ouvrir en fait.* (Julie)

La période de fin du collège correspond souvent aux premières expériences au MRJC : plusieurs équipes, après avoir identifié des besoins sur le territoire, mettent en place des « forums des métiers » ou des formations sur les délégués de classe. Cela permet, individuellement, de construire des compétences psychosociales (« prendre la parole en public », « expliquer et assumer un choix », etc.), de (s') affirmer dans les débats au lycée (entre élèves, avec les profs), de mieux incarner certains savoirs. C'est pour les plus âgés le souvenir du « bicentenaire de la Révolution française », enseigné à l'école, expérimenté au MRJC localement et dans l'ensemble du réseau (premières participations à des rencontres nationales à Nantes en 1989 autour de cette dynamique).

> *On met en place un questionnaire auprès des 4ème 3ème pour demander quels métiers ils aimeraient faire. On fait une sélection et je crois qu'il y avait une douzaine de professionnels qui sont venus intervenir dans le cinéma du village qui était plein à craquer […]. Moi j'ai beaucoup appréhendé la soirée avant, pour l'animation, on a pris des risques, et le prêtre qui nous accompagnait avait dit à ma mère « C'est normal, ils commencent à endosser les habits de responsable ».* (Valérie)

Lorsqu'un projet d'études à visée professionnelle se dessine, il est qualifié comme en recherche de cohérence avec l'engagement au MRJC, principalement dans les secteurs de l'agriculture, de l'éducation/animation, du social ou bien encore du développement territorial. Parfois l'importance des responsabilités au MRJC (et/ou dans d'autres associations), l'échec relatif dans un premier cursus universitaire ou bien encore, pour les hommes, l'obligation du service militaire débattue et contestée au bénéfice de l'objection de conscience, conduisent à mettre les études entre parenthèses pour devenir permanent du mouvement.

J'ai fait une maîtrise d'histoire. Nombre de jeunes issus du monde agricole ne faisaient pas d'études supérieures parce que ce n'était pas dans la culture des parents. Mais j'ai des parents qui ont toujours voulu nous pousser dans les études, en disant que ça ne pourra pas nuire. Mon père on ne lui a pas donné le choix […] je me suis vraiment passionné pour ce que j'ai fait, ça tournait plutôt pas mal […] Et après il fallait quand même que je croûte aussi, parce que mes parents m'avaient soutenu, mais à un moment donné, ça commençait à être un peu plus difficile. Et, le projet à l'époque était de devenir prof mais les perspectives c'était de partir dans la région parisienne. […] Dans les critères de choix qui avaient été largement nourris par ce parcours MRJC, c'était aussi de décider moi de ce que serait mon destin. Et un des éléments, c'était de choisir là où je voulais vivre. […] Donc mon idée c'était prof, en soi pourquoi pas… le fait de transmettre c'est quelque chose qui me passionne, mais pas dans les conditions dans lesquelles on me proposait de le faire. Et c'est là que le MRJC m'a proposé de devenir permanent ... (Yvon)

La reprise de formation à la suite de la permanence

J'ai été présidente pendant quatre ans, la dernière année j'ai repris une formation à Sciences-Po Grenoble, on était plusieurs du MRJC à le faire à l'époque, c'était un DESS, un équivalent master aujourd'hui, qui s'appelait "Politiques de développement des activités et des entreprises économiques sociales" Pour moi c'était l'idée aussi de valider mon expérience à la direction d'une association. (Marie-Pascale)

L'expérience de la permanence (c'est-à-dire un engagement salarié à temps plein pour animer, voire diriger le mouvement), commune à l'ensemble des répondants, contribue à développer des compétences variées (conduite de projet, gestion associative, ingénierie de formation, etc.) et à découvrir des alternatives économiques sur les territoires (modèle coopératif, création d'activités, etc.). Limitée dans le temps (mandat de 3 à 6 ans), il est donc rapidement nécessaire d'envisager l'après. Aussi, comme le montrent les analyses, cette expérience singulière débouche régulièrement sur une reprise d'études ou de formation.

Deux principales motivations se dégagent, parfois liées :

- d'une part, le développement d'un nouveau projet professionnel (jugé plus cohérent que celui d'avant la permanence) souvent en lien avec le profil de poste de la permanence (par exemple sur la création d'activités en milieu rural ou dans le secteur agricole) ;

- d'autre part, l'élaboration d'un projet spécifiquement en lien avec le territoire de vie envisagé, en particulier lorsqu'il concerne un projet de couple (incluant par exemple un projet d'habitat particulier ou bien encore le projet de fonder une famille)

A la fin de mon mandat j'ai la volonté d'un ré-ancrage local, donc je reprends des études pour valoriser cette expérience nationale, et je fais un Master spécialisé à Clermont sur l'aménagement du territoire. C'est une formation en alternance, je trouve une structure locale, qui fait partie du réseau des CIVAM avec qui on avait travaillé au niveau national, et qui me propose de faire mon alternance […] C'est une structure qui est dans l'Indre, familialement, on s'installe avec mon épouse dans le sud du Cher et ça fait que je remets les pieds dans le Berry puisque c'était ce choix là qu'on avait fait. (Guillaume)

compréhension des enjeux du monde

(Grégory)

Concernant les déroulés de la formation, les récits mettent en avant une articulation heureuse et recherchée des savoirs de l'expérience militante avec les savoirs théoriques de la formation. Il est souligné

une nouvelle appétence pour la lecture, l'écriture, la confrontation avec des analyses sociologiques, économiques et politiques, notamment pour celles et ceux qui ont préparé/participé à des stages de recherche du mouvement.

On retrouve également ici une caractéristique de la formation continue professionnelle pour des adultes ayant mûri un nouveau projet et cherchant à donner de la valeur aux expériences antérieures.

La formation tout au long de la vie en lien avec le territoire et les engagements

La suite des récits évoque régulièrement des départs en formation pour finaliser un projet professionnel, la création d'une activité collective ou un habitat partagé, toujours en lien avec les dynamiques présentes ou à développer sur le territoire de vie. En ce sens ces anciens responsables du MRJC témoignent de velléités, de stratégies et d'aisance pour évoluer et se réorienter professionnellement.

[Trois ans après la fin de mon mandat à Paris] Avec mon mari, on commence à mûrir un projet d'installation, je pars faire un BPREA en alternance puisque je n'avais pas de diplôme agricole, je le fais à Rodez et en parallèle on nourrit notre projet d'installation, on va voir plein d'expériences, on fait une formation « Nourrir son projet » avec l'ADEAR. On décide de s'installer ici, de reprendre la ferme de mes parents qui étaient en vaches laitières, en polyculture élevage et nous on décide de s'installer en brebis laitières et de passer en agriculture biologique en transformant et en créant une fromagerie ici sur la ferme. (Audrey)

Le travail choisi est présenté comme le prolongement de l'engagement social et politique. Il peut néanmoins être relégué au second plan pour permettre un autre type d'engagement nécessitant des participations ou des animations lors de formations associatives, citoyennes, militantes (c'est le cas pour un mandat d'élu local, un projet culturel et participatif de type Tiers-lieu, ou bien encore un projet important du conjoint). Les récits évoquent régulièrement des dynamiques d'accompagnement formatif réciproque. Tel une spirale vertueuse, les phases et postures d'accompagnant alternent avec celles d'accompagné.

En 2003, fin de mon mandat, mon DUT en poche depuis 2000. Et donc se pose la question de ce que je vais faire… Après avoir connu l'expérience du MRJC, je n'avais pas du tout envie de postuler à des emplois d'animateur classiques style directeur, animateur, directeur de MJC ou des choses comme ça. J'avais trop peur du décalage. Il y avait quelque chose, une passion qui me plaisait beaucoup c'était le jardin potager. J'ai donc fait une « reconversion ». C'est à dire que j'ai passé un brevet professionnel d'ouvriers hautement qualifiés en jardins espaces verts, l'équivalent d'un BEP mais en formation pour adultes. Ça a duré un an. Ensuite j'ai essayé de créer mon entreprise, mais à l'époque ce n'était pas encore trop en vogue en 2005 une entreprise de gestion des jardins sans utiliser de produits phytosanitaires, ça voulait dire beaucoup plus de temps de travail. Il faut plus désherber. Bref, le modèle économique était pas bon. Alors j'ai travaillé dans une asso qui faisait de l'éducation à l'environnement autour d'un moulin. C'était bien ! Et puis la région Normandie a lancé un appel à projet qui s'appelait « Eco région solidaire ». […] On a eu une subvention pour pouvoir faire une étude de faisabilité et j'ai pu créer ce fameux potager pédagogique « 1001 légumes » qui me tenait à cœur, qui me permettait de réunir à la fois ma passion pour le potager et le caractère d'animation du territoire qui me tenait aussi. (Frédéric)

Les territoires : s’ancrer et tisser son réseau

La question du territoire est un fondement du MRJC et elle apparaît au centre des récits des ancien·nes responsables. Elle s'exprime tantôt par l'ancrage rural, tantôt par des expériences de mobilité ou encore par des engagements locaux, au plus près des enjeux des habitant·es ou du voisinage. Elle est dans tous les cas un questionnement. Apparaît également dans les récits le territoire du MRJC : celui qui se tisse par les relations amicales, professionnelles, militantes et qui fait réseau.

Partir… pour mieux revenir

Il y a ce truc du MRJC, justement, sur l'enracinement ou sur appartenir à quelque part. Et j'ai souvent porté cette forme de revendication en disant, de toute façon, moi je suis ancré à la campagne. Sauf que, au final, quand je regarde vraiment, je crois que je suis plutôt un profil nomade. J'ai besoin, en fait, de cette forme d'ancrage, d'appartenance, mais comme si j'avais aussi besoin d'autre chose. Quand je regarde, je reste mobile. (…) remettre en question, mais je crois qu'il y a cette appartena d'aller travailler dans des villes, etc. À partir du moment où (Germain)

En tout cas moi quand j’étais ado, au collège, je devais avoir 13 ans, en quatrième, j’avais envie de sortir du village, j’y étais depuis toute petite, j’avais envie de brasser d’autres gens et en fait par le CMR, par le biais des parents qui connaissaient d’autres parents, qui étaient au CMR aussi qui avaient des ados, on se croisait de temps en temps dans le Roannais. (Cathy)

Venant de familles installées en milieu rural, qu’elles soient du milieu agricole ou non, les ancien·nes responsables soulignent une enfance au village, parfois un « ancrage » dans la ferme familiale. A l'adolescence, l'expérience du MRJC les conduit à faire l'expérience de la mobilité, à « sortir du village ». La mobilité s'apprend tôt et elle apparaît collective : par les camps, des séjours de découverte d’autres territoires (« les vacances promotions » à la neige, les camps vélos, etc.), les stages ou les rassemblements ; on peut prendre le car, le bus, le train, se retrouver entre jeunes et faire des rencontres hors de sa famille et de son cercle de socialisation primaire. Le MRJC permet une lecture du territoire, des territoires autres que le sien, notamment par la démarche de diagnostic de territoire et par la démarche « *comprendre son territoire pour agir* ».

Pour celles et ceux qui sont engagé·es au niveau national au sein du bureau ou de l'équipe, la permanence les conduit à déménager, à sortir de leur village pour s'installer à Paris. Ils et elles emménagent alors dans la grande majorité des récits en colocation entre permanent·es dans les locaux du MRJC, à Saint-Denis en banlieue ou rue Letord dans le 18e arrondissement, tout en partageant des bureaux de travail collectifs rue des Renaudes dans le 17e arrondissement. Cette expérience est racontée comme une découverte d'autres réalités territoriales, sociales et culturelles (elle permet d'aller au cinéma toutes les semaines !). Elle est pour certain·es enthousiasmante, pour d'autres plus difficile, surtout lorsqu'on a laissé un·e conjoint·e sur le territoire d'origine. S'ils et elles vivent à Paris, les territoires d'origines de chacun·es ne sont pas effacé·es : les terroirs sont valorisés lors des repas où chacun·e ramène des produits de son terroir ; les accents sont aussi valorisés et ne sont pas perçus comme des obstacles à une intégration aux fonctions les plus politisées du mouvement.

L'expérience de la responsabilité conduit certain·es à franchir les frontières : ils et elles partent à l'étranger pour un séjour plus ou moins long, dans le cadre d'un service volontaire, d'un voyage d'étude, d'un engagement au sein du MIJARC ou du CCFD. La mise en réseau avec les pays européens et sud-américains est rendue plus aisée. Ces expériences d'engagement au sein d'associations, de projets ou d'initiatives solidaires (pour des projets interculturels ou en lien avec le commerce équitable et le développement agricole) sont marquantes.

Dans les mois qui ont précédé la fin de mon mandat, je sentais que ça n'allait sûrement pas être simple de gérer l'après et donc j'ai eu l'idée d'organiser un tour du monde pour aller voir des expériences agricoles dans d'autres pays. Moi j'étais pas du tout branchée international. Moi vis-à-vis des équipes MRJC qui avaient des actions à l'international je me disais qu'il y avait déjà bien assez à faire chez nous, pourquoi vouloir aller dans d'autres pays faire des choses… Par contre j'ai découvert le MIJARC à travers mon mandat national. MIJARC EUROPE, MIJARC mondial et en discutant avec des jeunes d'autres pays, il y avait des choses intéressantes dans la réflexion. (Véronique)

Ces expériences de mobilité permettent de se questionner sur son ancrage territorial et pour beaucoup, partir permet de faire le choix de revenir vivre dans le territoire d'origine, familial ou tout du moins dans un territoire rural.

Vivre et s'engager en ruralité

La question du rural ou de l'urbain se pose facilement dans les récits. Mais au-delà de cette question, c'est surtout le choix d'un territoire de vie, et d'activités professionnelles ou politiques qui s'impose, et notamment après la permanence nationale. Pour certain·es, ce choix de territoire est premier, avant celui de l'activité professionnelle, et se discute au sein des familles ou du couple, quitte à construire ensuite son activité en fonction de ses capacités de mobilité.

La ruralité apparaît comme une construction sociale travaillée par le MRJC en tant que dimension militante. Elle est perçue comme un « *espace de vie intéressant* », où il est possible de tisser des liens humains au quotidien, de s'investir dans des initiatives sociales, politiques, agricoles ou environnementales. La plupart des ancien·nes responsables s'installent en milieu rural, dans des hameaux, des petits bourgs, « *des territoires à taille humaine* ». Le territoire est celui où l'on habite, que l'on investit socialement et parfois culturellement. Certains récits soulignent l'importance des cultures locales et populaires (le chant, la musique, les danses). D'autres réapprennent à aimer leur territoire rural d'origine : « *j'ai appris à aimer mon territoire, ou du moins à le regarder d'une autre manière, et je suis très, très contente d'être revenue ici* ». Les responsables reviennent avec les capacités et les compétences pour développer des activités et sans doute faire le choix de s'affranchir des parcours familiaux tracés. Le rural devient alors parfois une valeur à défendre, en contrant les préconceptions sur la ruralité déclinante. Les parcours laissent voir une ruralité vivante, active où l'on peut « *vivre et travailler au pays* ». Les récits rendent compte d'un attachement au territoire de vie et d'activité.

Parce qu'il y a un truc que je n'ai pas dit, mais il y a quand même une dimension quand on le relit, c'est que le fait d'avoir été à l'équipe nationale, d'avoir été engagée au MRJC, je me suis quand même posé la question si…parce qu'il y avait beaucoup de gens autour de moi qui s'installaient, c'était au moment où mes parents allaient être en phase de transmission, et donc je me suis posé la question, pas très longtemps, mais de savoir si je m'installais. Et ça franchement, je crois qu'il n'y a vraiment que le MRJC qui pouvait faire en sorte

Évidemment, la question de l'activité agricole se pose, notamment pour une majorité dont les parents étaient paysans. La permanence conduit parfois à une rupture dans les processus de transmission de la ferme familiale au prix de se sentir « trahir » les attentes des proches en choisissant une autre voie. L'engagement au MRJC peut aussi être présenté comme un moyen d'obtenir une reconnaissance, à défaut de reprendre la ferme : puisque les questions agricoles sont travaillées collectivement au sein du MRJC, la profession agricole est ainsi « revalorisée » et, pour certain·es, devient un élément reconnu de leur identité. Cela s'exprime par une appartenance, une fierté aussi, même si c'est en filigrane.

Avant le MRJC, la profession des parents, je la voyais comme un truc pas top parce que quand on s'amusait bien avec les cousins il fallait rentrer plus tôt le dimanche après-midi parce qu'il y avait la traite à faire, donc le boulot de mes parents je le trouvais barbant et contraignant. Avec le MRJC, je découvre que l'agriculture c'est un métier qui a un rôle dans le milieu rural. Mes parents étaient en agriculture conventionnelle et je devine par je ne sais quelle visite que l'agriculture on peut aussi faire autrement. Ça fait que je développe un intérêt pour l'agriculture que je ne vois plus comme un métier contraignant mais comme une activité qui peut avoir du sens à tel point qu'à la fin de la troisième je me pose la question d'aller dans un lycée agricole. (Véronique)

Tisser des liens : l'importance du « réseau MRJC »

Tous les récits soulignent l'importance du réseau construit pendant les mandats au sein du MRJC. Cette culture du réseau perdure des années après l'engagement national et s'exprime par des liens interpersonnels, liés au champ associatif, militant et professionnel pour certain·es. Sans doute la culture du travail et de l'engagement collectif, ancrée sur des territoires de vie et en lien avec les enjeux de société, conduit à une appétence pour « vivre dans le monde » que l'on saisit dans les témoignages. Ce réseau est aussi mobilisé au sein des réseaux professionnels, qui fonctionnent par connaissances et reconnaissances du fait d'être passé par le MRJC. On repère par conséquent plus finement des visions communes, lorsque d'ancien·nes permanent·es se retrouvent autour d'une initiative locale, politique ou professionnelle : « *on a la même vision du développement local, la même vision de comment on perçoit les choses, de l'engagement* ».

On a nos réunions annuelles d'anciens combattants du MRJC. On se revoit, on apprécie beaucoup de se revoir autour d'un week-end, en fait chaque année on tourne, cette année c'était nous qui accueillions. Souvent c'est chez les uns, chez les autres, et puis nous comme maintenant il commence à y avoir du monde quand tout le monde est là, on est largement 20-25 avec les enfants qui veulent absolument venir, on l'a fait dans un camping un peu écolo, c'était super sympa. Ça tourne et ça permet de donner des nouvelles, de continuer à tisser du lien, à réseauter aussi dans un cadre professionnel aussi ça permet de se dire « est-ce que tu ne pourrais pas intervenir là? », c'est dans ce cadre-là où quand j'étais à l'agglo, j'ai fait intervenir une fois ou deux Fred D. en tant que responsable de l'AFEV pour qu'il essaie d'irriguer de nouvelles idées sur comment est-ce qu'on peut travailler auprès de jeunes, travailler aussi les questions de logement et d'implication locale. Voilà, on fonctionne aussi comme ça. (Olivier)

En somme, le réseau s'entretient par de petits groupes affinitaires et amicaux (parfois familiaux du fait des engagements antérieurs à l'ACE, au MRJC et au CMR) qui perdurent dans le temps, ou bien par des initiatives tel que le groupe des « *amis et alliés du MRJC* » et ses rencontres annuelles en région.

Moi, j'avais déménagé petite et je ne me sentais pas forcément ancrée chez moi, sur mon territoire. Mais peut-être, que grâce au MRJC, je suis de quelque part. Tu vois ? Et... Sûrement, en fait, je dis peut-être. Je viens d'un réseau. Je peux retrouver des collègues un peu partout. Il y a des similarités de pratiques, où on peut se reconnaître et ça, mais c'est d'une richesse infinie. (Anne-Claude)

Des parcours d'engagements (synthèse)

En reconstituant des parcours, la recherche montre comment le Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne a permis, pour une génération de responsables nationaux, des engagements pluriels, qu'ils soient professionnels, sociaux, politiques, résidentiels ou encore éducatifs. Les parcours de vie sont marqués tout autant par l'expérience nationale au MRJC que par les premiers camps à l'adolescence. Les engagements s'ancrent également dans des origines familiales, sociales et territoriales. Aussi les responsables de cette génération sont sans doute parmi les derniers à être des transfuges de classe, leurs parents appartenaient pour une très grande majorité à des classes populaires ou moyennes. En devenant responsables au MRJC et en poursuivant leurs engagements dans les sphères professionnelles et politiques ensuite, ils et elles se situent désormais plutôt dans le haut de l'échelle sociale. L'analyse indique que la pédagogie du MRJC valorise des formes d'engagement et de responsabilités, en s'appuyant sur une méthodologie pensée et structurée par des outils. L'engagement devient une praxis et marque ensuite durablement les parcours des ancien·nes responsables, comme le souligne un membre de l'échantillon : « *Aujourd'hui il y a toujours pour nous, alors différemment les uns et les autres, mais cette question de comment on est engagé sur notre territoire, dans notre travail, dans nos vies* ». Engagé·es dans les champs professionnels, associatifs, partisans, les ancien·nes responsables sont très fortement intégré·es socialement et sur leurs territoires.

Le passage au MRJC construit une appétence pour la politique, appétence structurée par des outils, une pédagogie ainsi que des idées politiques et socio-économiques sur le monde. La pédagogie du MRJC est organisée autour du « *voir, juger, agir* » développée par l'action catholique spécialisée dès les années 1930 (Giroux, 2022) ; elle s'ancre dans des dispositifs emblématiques des mouvements d'éducation populaire comme les camps, les stages, etc. (Besse et al., 2016). Historiquement, elle constitue des pratiques originales et précurseures au sein des mouvements du catholicisme social, puisque les méthodes dites actives émergent avant les courants laïcs (Depoil et al, 2025). Le MRJC met en outre en pratique sa pédagogie « hors les murs » : sans lieux ni équipements socio-culturels propres au milieu de l'animation, la pédagogie est pourtant structurée par des méthodologies pensées, formulées par le mouvement et transmises à chaque génération. Ces méthodologies étaient et sont encore ancrées sur des territoires :
- soit par une connaissance approfondie de son territoire, par le biais notamment de diagnostics partagés, permettant surtout des liens et des rencontres – les uns contactant le maire du village, les autres enquêtant sur les places de marché le week-end, etc.,
- soit par l'encouragement et l'organisation de la mobilité, pour découvrir d'autres territoires en France et ailleurs.
L'absence d'équipements socioculturels a conduit sans doute le MRJC à échapper plus que d'autres à la gestionnarisation de l'éducation populaire (Pesle, 2025), ce que Besse constate également : « *le poids croissant des équipements socioculturels et la neutralisation idéologique qui les accompagne entraînent un déclin relatif de l'importance accordée à la pédagogie au profit d'une dimension plus gestionnaire* » (Besse et al., 2016). La pédagogie du MRJC est par ailleurs une formation de leaders ou de cadres, comme l'a été aussi le mouvement d'éducation populaire Peuple et Culture (Vennin, 2017). Par des méthodes d'observation, d'analyse, d'animation du collectif et d'organisation incorporées par les responsables, elle permet et valorise une prise de responsabilité, mais également une forme d'intellectualisation du monde, s'inscrivant dans une volonté historique de former au-delà de la scolarité obligatoire. Cette formation est décrite par un certain nombre d'ancien·nes responsables, comme intense, parfois épuisante par la pression qu'elle fait endurer, mais nécessaire à la survie du mouvement, dont les responsables ont tous·tes moins de trente ans.

L'engagement est alors individuel et collectif : « *S'engager c'est assumer une responsabilité, celle d'une situation dont on hérite, qui était déjà là, dont on n'est pas à l'origine et dont pourtant on accepte de se considérer comme responsable* » (Pesce, et al., 2022, p. 33). En cela, l'engagement peut être considéré comme le fruit d'une construction collective d'un parcours (Simonet, 2010). Pour S. Nicourd, il est un travail organisé, hiérarchisé, régulé et celui qui s'engage « *est mobilisé par le collectif autant qu'il se mobilise pour lui* » (Nicourd, 2009, p. 63). Au MRJC, l'engagement est un héritage et se transforme rapidement en un legs à la génération suivante, puisqu'au terme de trois années d'engagement, les responsables quittent leurs mandats. Cette « pédagogie de l'engagement » (Pesce et al., 2022) conduit par conséquent ces responsables d'un mouvement de jeunesse à acquérir des compétences militantes et pratiques.

Les parcours des ancien·nes responsables montrent qu'ils et elles investissent ces compétences dans plusieurs sphères qui se révèlent poreuses. Entre champs professionnels, personnels, militants, on observe un type de sociabilité qui mêle loisirs, travail, liens associatifs, affectifs et activités politiques. L'expérience associative peut alors être « *un tremplin vers l'univers politique institutionnel* » comme l'a montré C. Hamidi (2012) à propos d'autres associations. Si les ancien·nes responsables du MRJC s'investissent par leur emploi, leur habitat, l'éducation donnée à leurs enfants ou leurs engagements associatifs et politiques en faveur du local, de l'écologie ou du changement social, on constate leurs très faibles engagements au sein des syndicats ou pour l'Église. À un niveau micro, on repère que la praxis de l'engagement développée au MRJC conduit les ancien·nes responsables à savoir repérer les cadres d'animation des collectifs, les dynamiques de groupes et la manière dont chacun·e peut trouver sa place dans un collectif. L'engagement n'est pas uniquement associatif, mais il se repère dans l'imbrication entre sphère personnelle, domestique, familiale, affective ou bien encore professionnelle et politique. Pour notre échantillon, être engagé signifie ainsi poursuivre ces mêmes idéaux que ceux incorporés durant leur implication au MRJC, en cherchant la transformation sociale, le développement d'initiatives rurales, la solidarité et la justice sociale. On peut en cela considérer qu'ils et elles sont politisé·es, œuvrant pour la critique sociale et l'émancipation (Rancière, 1995). Evoquer l'émancipation conduit alors à poser un certain nombre de questions comme le rapport de cette génération à la radicalité politique (Depoil et al., 2025), c'est-à-dire leurs liens avec les institutions que sont notamment l'État et l'Église, tout comme leurs liens avec le « populaire » dans sa dimension sociologique, que sont les classes populaires ou les minorités. Enfin, évoquer l'émancipation devrait aussi conduire à se questionner sur les rapports de genre au sein du MRJC. Car si nombreuses sont les femmes à s'engager et à occuper des postes de responsables au MRJC puis dans leur vie professionnelle ou militante, un certain nombre d'enquêtées soulignent l'existence d'ethos militants différenciés en fonction des genres.

Bibliographie

AMSELLEM-MAINGUY, Yaëlle (2023). *Les filles du coin. Vivre et grandir en milieu rural*. Paris : Les Presses de Sciences Po.

BECQUET, Valérie (2004). Les jeunes et la vie associative : attraits et usages. *Revue Internationale de l'Economie Sociale*, 294, 63-73.

BESSE, Laurent, CHATEIGNER, Frédéric & IHADDADENE, Florence (2016). L'éducation populaire. *Savoirs*, 42, 11-49.

BESSE, Laurent, LESCURE, Emmanuel de, & PORTE, Emmanuel (2021). *La fabrique de l'éducation populaire et de l'animation* (p. 157) [INJEP Notes et Rapports / Rapport d'étude]. INJEP.

BONTRON, Jean-Claude (2009). Transformations du monde rural et champ du travail associatif. *Pour*, 201, 43-49.

BOUCHETAL, Thierry (2022). L'entretien biographique : comprendre la formation du sujet et l'épaisseur du social in Albéro, B. & Thiévenaz, J. (dir) (2022). *Enquêter dans les métiers de l'humain. Traité de méthodologie de la recherche en Sciences de l'éducation et de la formation*. Éditions Raison et Passions.

BOUCHETAL, Thierry & PESLE, Manon (2025). Vivre des démarches d'éducation populaire en milieu rural : se construire et faire société. *Diversité* [En ligne], 206.

BRUNEAU, Ivan, DURAND, Maeva, & MISCHI, Julian (2022). Penser la production des distances au politique. Une entrée par l'analyse des relations entre le pouvoir local et les classes populaires en milieu rural. *Politix*, 137(1), 9-25.

CHAMPOLLION, Pierre (2020). Derrière les territoires, les territorialités. Quand les représentations affectent l'éducation. Dans Buisson-Fenet, Hélène & Rey, Olivier (éd.). *Éducation et territoire. Inégalités ou diversité ?* Lyon : ENS Éditions, p. 21-30.

COLY, Bertrand (2011). Le MRJC, une pépinière d'initiatives de jeunes. *Pour*, 211(4), 119-125.

COQUARD, Benoît (2022). *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*. Paris : La Découverte.

CORDELLIER, Serge (2016). Education populaire : « Non, l'engagement n'a pas régressé, mais il a changé de formes ». *Revue internationale de l'économie sociale*, (342), 118–130.

DEPOIL, Mathieu, GROENINGER, Fabien, & VENNIN, Léo (2025). Entre sciences sociales et pratiques militantes : L'éducation populaire au prisme de la radicalité. *Tréma*, 63.

DESGAGNE, Sébastien (1997). Le concept de recherche collaborative : l'idée d'un rapprochement entre chercheurs universitaires et praticiens enseignants. *Revue des sciences de l'éducation*, 23(2), 371–393.

GIROUX, Bernard (dir.). (2022). *Voir, juger, agir. Action catholique, jeunesse et éducation populaire (1945-1979)*. Rennes : PUR.

HAMIDI, Camille (2012). Franchir les frontières du politique. Engagement associatif et socialisation politique : vers une théorie des effets limités et cumulatifs. In F. Ploux, M. Offerlé, & L. Le Gall (éds.), *La politique sans en avoir l'air*. Presses universitaires de Rennes.

HAVARD-DUCLOS, Bénédicte, & NICOURD, Sandrine (2005). *Pourquoi s'engager ? Bénévoles et militants dans les associations de solidarité*. Payot.

HELY, Matthieu & SIMONET, Maud. (dir.) (2016). *Le travail associatif*. Presses universitaires de Paris Nanterre.

LEBON, Francis (2020). *Entre travail éducatif et citoyenneté : L'animation et l'éducation populaire*. Champ social.

LEMÊTRE, Claire & ORANGE, Sophie (2016). Jeunesses rurales – jeunesses ordinaires. *Savoir/Agir*, 37, 9-13.

DE LESCURE, Emmanuel & LEBON, Francis (2017). *L'éducation populaire au tournant du XXIe siècle*. Editions du Croquant.

MONCEAU, Gilles (2022). Chapitre 4. Recherche-action, Recherche collaborative, Recherche avec. In *Enquêter dans les métiers de l'humain* (Vol. 2, p. 240-249). Éditions Raison et Passions.

MISCHI, Julian & RENAHY, Nicolas (2008). Pour une sociologie politique des mondes ruraux. *Politix*, 83, 9-21.

NICOURD, Sandrine (2009). Éducation populaire : organisation du travail associatif et action publique. *Entreprises et histoire*, vol. 56 (3), 62-72.

PERDRIX, Caroline (2008). Jeunes ruraux, un engagement spécifique ? *Revue Projet*, 305, 58-61.

PESCE, Sébastien. (dir.) (2021). *Vers une pédagogie de l'engagement ?* Champ social éditions.

PESLE, Manon (2025). Transformations contemporaines des associations d'éducation populaire : vers une managéralisation et une gestionnarisation accélérées. *Tréma*, 63.

RENAHY, Nicolas (2010). Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usages d'une notion. *Regards sociologiques*, 40, 9-26.

RANCIERE, Jacques (1995). *La mésentente : Politique et philosophie*. Galilée.

RETIÈRE, Jean-Noël (2003). Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire. *Politix*, 63, 121-143.

RICHEZ, Jean-Claude (2010). *Cinq contributions autour de l'éducation populaire*. Paris : INJEP.

SIMONET, Maud (2010). *Le travail bénévole. Engagement citoyen ou travail gratuit ?* La Dispute.

VENNIN, Léo (2017). Historiciser les pratiques pédagogiques d'éducation populaire. *Agora débats / jeunesses*. 76, 65-78.